



Le 8 avril : on amplifie la mobilisation !

Le mardi 16 mars, des milliers de jeunes ont défilé partout en France à l'appel de quatorze organisations de jeunesse. Un an après l'annonce du premier confinement, nous avons dénoncé avec force l'inaction du Gouvernement face à la situation catastrophique dans laquelle se trouve la jeunesse.

Depuis plus d'un an maintenant la situation des jeunes se dégrade. 22% des jeunes actifs sont actuellement au chômage, plus d'un étudiant sur six est en situation de décrochage, le retard scolaire ne cesse de s'accumuler, et des dizaines de milliers de jeunes sont obligés de se tourner vers des organismes de distributions alimentaires. La précarité de nos situations, couplée avec le manque de perspectives quant à notre avenir, plonge de plus en plus de jeunes dans une détresse psychologique.

Les mesures prises par le Gouvernement pour y répondre ne sont pas à la hauteur. Pire, l'annonce d'un nouveau confinement sans aucun plan d'urgence pour la jeunesse, plonge la nouvelle génération dans le désarroi le plus total.

Pour les étudiant·e·s si, les repas à un euro et l'aide ponctuelle de 150 euros pour les boursier·ère·s en décembre sont à saluer, ils ne permettent pas de sortir les étudiant·e·s de la précarité. De même, l'aide de janvier annoncée par Emmanuel Macron n'a jamais vu le jour et l'ouverture des discussions pour une réforme des bourses se fait toujours attendre. Alors même que le nombre d'étudiant·e·s en décrochage est colossal, aucune annonce n'a été faite sur une possible reprise des cours en présentiel avant la fin de l'année universitaire, ni sur la mise en place de nouveaux moyens matériels ou pédagogiques pour le permettre.

Pour les lycéen·ne·s, la situation n'est pas plus enviable. Alors que nous faisons face à une crise éducative sans précédent, le Gouvernement continue la sélection à l'entrée de l'université. Avec la fin du caractère national du baccalauréat, car en contrôle continu, la sélection sera plus inégalitaire que jamais. Alors que les conditions d'études au lycée sont plus que jamais dégradées, le ministre de l'éducation fait le choix de supprimer 1800 postes de professeurs : en refusant d'investir dans le service public, c'est le quotidien au lycée et l'avenir de tous les élèves qui est bradé.

Pour lutter contre le chômage des jeunes, Jean Castex a lancé le plan “un jeune une solution” le 23 juillet dernier. Huit mois après, force est de constater que celui-ci ne fonctionne pas. Pire, en favorisant les CDD et les services civiques, il précarise encore davantage l’emploi des jeunes.

Malgré les mobilisations d’ampleur depuis plusieurs mois et le contexte inédit dans lequel se trouve la jeunesse, le Gouvernement refuse toujours d’écouter les revendications légitimes des organisations étudiantes, lycéennes et de jeunesse.

Fort du succès de la mobilisation, nous sommes bien déterminé·e·s à nous faire entendre. C’est pour ces raisons que **nous appelons l’ensemble des jeunes à se mobiliser le 8 avril prochain**. Nous demandons :

Pour les étudiant·e·s :

- Un plan d’urgence d’1,5 milliard d’euros contre la précarité étudiante débutant par une augmentation immédiate des bourses et des APL.
- La mise en place d’un filet de sécurité sociale pour l’ensemble des étudiant·e·s garantissant une protection sociale supérieure au seuil de pauvreté.
- La réouverture des universités à 50% avec les moyens économiques et humains nécessaires et l’obligation d’enregistrer/filmer les cours et mettre un format écrit à disposition, afin de ne pas pénaliser les étudiant·e·s n’ayant plus de logement près de leur établissement.
- L’embauche de personnels éducatifs, leur titularisation, la construction d’infrastructures pour rattraper le retard accumulé et faire face au décrochage.

Pour les lycéen·nes:

- La fin de Parcoursup et de toute plateforme sélective post-baccalauréat.
- La non pénalisation des stages non réalisés au lycée et dans le supérieur.
- Un plan de recrutement massif d’enseignant·e·s pour rattraper le retard.

Pour l’emploi des jeunes :

- L’ouverture immédiate du RSA pour les jeunes de moins de 25 ans en insertion.
- La suppression des contrats précaires pour tendre vers le CDI et la titularisation comme norme d’embauche.
- L’interdiction de toute rémunération en dessous du SMIC, même pour les services civiques, stages et apprentissages.
- Un plan de recrutement pour les jeunes dans la santé, l’éducation, les transports et l’énergie.
- La rémunération des stages minimum au SMIC dès la première heure travaillée.